



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 45 – 30 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LE GROUPE
MOBILITAS
DEVIENT LA
PREMIERE
ENTREPRISE
FRANÇAISE
IMPLANTEE DANS
CHACUN DES
54 PAYS
AFRICAINS

ECOBANK : RESULTAT
SEMESTRIEL EN FORTE
BAISSE

NIGERIA : LE GROUPE
DANGOTE ANNONCE
DE NOUVEAUX
INVESTISSEMENTS A
HAUTEUR DE 20 MDS
USD

LIBERIA : ACCORD
POUR LA
CONSTRUCTION D'UNE
CENTRALE SOLAIRE A
MONROVIA

AFRIQUE DU SUD :
L'ENTREPRISE
FRANÇAISE DE NEGOCE
ADVINI ACQUIERT 2
NOUVELLES
PROPRIETES VITICOLES

BURKINA FASO : VERS
UNE PRODUCTION
RECORD DE 36,5
TONNES D'OR EN 2016

GUINEE
EQUATORIALE :
PRIORITE A L'EUROPE
POUR LES
EXPORTATIONS DE
GNL

MAURICE : LE GROUPE
MAROCAIN SAHAM
S'IMPLANTE DANS LE
SECTEUR DE
L'ASSURANCE

CONGO : BIENTOT
L'INAUGURATION
OFFICIELLE DU PREMIER
HYPERMARCHÉ DU
PAYS



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Baisse de 37 % du résultat semestriel du groupe Ecobank

Les résultats du premier semestre publiés par le groupe panafricain Ecobank font état d'une forte baisse du résultat net global (-37 % à 137 M EUR contre 223 M EUR au premier semestre 2015). Cette baisse est imputable à la forte augmentation du coût du risque du groupe (+104 % à 140 M EUR). La filiale nigériane enregistre les résultats les plus décevants. Les pertes de valeur sur son portefeuille de prêts et de créances représentent 53 % des dépréciations globales d'ETI. Cette filiale subit l'impact du ralentissement de l'économie nigériane.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Une délégation du MEDEF au Burkina Faso et au Niger

Une délégation de chefs d'entreprises français, membres du MEDEF International, a séjourné au Burkina Faso du 26 au 28 septembre, puis au Niger du 28 au 30 septembre. La délégation comprenait une trentaine de personnes. Elle était conduite par Bruno Mettling, président du Conseil de chefs d'entreprise France-Afrique de l'Ouest de MEDEF International et Directeur général Afrique et Moyen-Orient d'Orange. La délégation a été reçue par le chef de l'Etat burkinabé et des membres du gouvernement. Elle a pu rencontrer plusieurs entreprises privées du pays et les principaux bailleurs de fonds internationaux présents.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Partech Ventures affiche ses ambitions en Afrique

La société de capital-risque Partech Ventures, basée à Paris, accélère son développement en Afrique. Elle entend identifier sur le continent les startups ayant un fort potentiel de croissance. Partech Ventures intervient à différentes étapes de la vie d'une start-up avec trois tickets d'investissements (amorçage, capital-risque et croissance). Le groupe est désormais représenté sur le continent par Tidjane Deme, qui occupait précédemment à Dakar les fonctions de responsable Google pour l'Afrique francophone.

✉ julien.giraud@businessfrance.fr

▼ Nigéria : le groupe Dangote annonce de nouveaux investissements à hauteur de 20 Mds USD

Aliko Dangote a annoncé de nouveaux investissements de près de 20 Mds USD au Nigéria et dans d'autres pays d'Afrique d'ici à 2019. Les domaines concernés seront la pétrochimie, les engrais, les gazoducs, le sucre et le riz. Selon lui, ces projets permettront de créer plus de 250 000 emplois. L'un des projets phares est la construction d'une usine d'engrais chimiques. En cohérence avec la vision du gouvernement, Dangote a indiqué que la meilleure façon de redynamiser l'économie nigériane était d'investir dans l'agriculture.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : projet de loi de finances 2017

Selon le compte-rendu du Conseil des ministres du 21 septembre 2016, les recettes budgétaires totales de 2017 sont projetées à environ 2 005 Mds FCFA (3 056 M EUR), soit une hausse de 27 % par rapport aux prévisions rectifiées de 2016. Les dépenses budgétaires totales s'élèveraient à 2 407 Mds FCFA (3 669 M EUR), soit une augmentation de 34 %. La croissance du PIB devrait se situer à 5 % en 2016, contre 4 % en 2015. Elle est projetée à 8 % en 2017.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : le FMI préconise un assainissement du cadre macroéconomique

La récente mission du FMI a recommandé aux autorités cap-verdiennes de prendre des mesures qui favorisent la consolidation budgétaire, la réduction de la dette publique et la croissance économique. La progression de la dette et la faiblesse de la croissance économique, liées en particulier à l'appréciation du dollar, ont augmenté le risque de surendettement du pays. Le ratio de dette publique atteint 126 % du PIB, soit le taux le plus élevé en Afrique subsaharienne. Le FMI a aussi attiré l'attention sur la situation de la compagnie aérienne et de la société immobilière nationales, qui présentent toutes deux un risque élevé de défaillance dû à une mauvaise gestion des ressources.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : coopération bilatérale indo-malienne

Le vice-président de l'Inde, Shri M Hamid Ansar, effectuera une visite officielle au Mali du 29 au 30 septembre 2016. Cette visite sera la première visite au Mali d'un haut dirigeant indien. Pour mémoire, l'Inde a accordé au Mali sept lignes de crédit d'un montant total de 354 M USD. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a presque triplé au cours de ces cinq dernières années, atteignant 351 M USD en 2015.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : 5,2 % de croissance attendue en 2016

Après un fort ralentissement de la croissance en 2015 à 3,5 %, les autorités nigériennes et le FMI tablent sur une croissance de 5,2 % pour l'année 2016, et de 6 % en moyenne sur la période 2017-2019. La réalisation de ces résultats est conditionnée à la poursuite des grands chantiers engagés dans les secteurs du transport, de l'eau et de l'énergie, la relance de la production de la raffinerie de Zinder et le maintien des conditions de sécurité dans le pays. L'inflation, qui était de -0,9 % en 2014, a été contenue à 1 % en 2015 et devrait rester sous la barre des 2 % pour 2016. En revanche, en matière de finances publiques, la situation reste tendue. Le déficit s'est creusé à 7,5 % en 2015, mais devrait toutefois être ramené à 3,8 % d'ici la fin de l'année.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : maintien du taux directeur à 14 %

La Banque centrale a maintenu inchangé le niveau de ses instruments : i) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; ii) le taux directeur à 14 % ; iii) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb ; iv) le ratio de liquidité à 30 %. Pour rappel, lors du dernier comité de politique monétaire qui s'est tenu en juillet, la Banque centrale avait augmenté son taux directeur de 200 points de base à 14 %. Cette décision intervient dans un contexte de stagflation avec un recul de la croissance pour le 2^{ème} trimestre consécutif (-0,4 % au T1 2016 puis -2,1 % au T2 2016) et des pressions inflationnistes croissantes ayant atteint un pic à 17,6 % en g.a. en août.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Moody's relève la note souveraine à B3 avec une perspective stable

L'agence de notation Moody's a révisé la perspective de sa note souveraine B3, restée inchangée depuis 2015, de négative à stable, en raison notamment des 750 M USD levés par l'Eurobond du 8 septembre au taux de 9,25 % sur 5 ans, ce qui témoigne d'un regain de confiance suite à l'entrée en production du second champ pétrolier de TEN en août. Moody's motive également cette décision par la réduction du déficit public grâce à la mise en œuvre des mesures prévues par le programme FMI, et l'amélioration de la balance des paiements soutenue par les secteurs pétroliers et gaziers.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : maintien du taux directeur, poursuite du mouvement de désinflation et révision à la hausse des perspectives de croissance

Le comité de politique monétaire a décidé à l'unanimité de maintenir le taux directeur à 7 % en raison notamment d'une moindre inflation anticipée et de la faiblesse de l'activité. Ce maintien a été décidé alors que le taux d'inflation est revenu sous la cible de 3-6 % de la Banque centrale (après 7 mois consécutifs au-dessus, mois de juillet compris) à +5,9 % en août après +6 % en juillet portant le taux d'inflation moyen à +6,3 % depuis le début de l'année après +4,6 % en 2015. A noter que la Banque centrale a révisé ses hypothèses de croissance pour cette année (de 0% anticipé en juillet à 0,4 % désormais).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : légère baisse du taux d'inflation en août et révision à la baisse du taux de croissance

En août, le taux d'inflation a très modestement reculé à +2,6 % en g.a après +2,7 % en juillet, en-deçà de la limite inférieure de la fourchette suivie par la Banque centrale (3-6 %), et ce, pour le 5^{ème} mois consécutif. Dans ce contexte, l'orientation accommodante de la politique monétaire devrait se poursuivre (baisse du taux directeur de 50 pdb à 5,5 % en août) et contribuera au soutien de l'économie dont le taux de croissance a été révisé à la baisse la semaine dernière par les autorités, respectivement à 3,5 % cette année (contre 4,2 % attendu initialement) et 4,1 % en 2017 (contre 4,3 %).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : révision à la baisse de la prévision de croissance de 2016**

Le FMI a révisé à la baisse la prévision de croissance pour cette année à 2,5 %, contre 4,2 % initialement projetée en avril, confirmant ainsi le net ralentissement de l'activité (5,3 % en 2015). L'activité pâtit notamment des moindres performances du secteur de la construction et des conséquences du resserrement budgétaire. A moyen terme, si le taux de croissance devrait rebondir au-dessus de 5 % grâce à l'entrée en production de nouvelles mines, les risques baissiers sont importants (volatilité des transferts douaniers de la SACU, faiblesse du prix des matières premières, risque de dégradation de la notation souveraine en catégorie spéculative).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Baromètre EY de l'attractivité de l'Afrique

Le cabinet EY publie son nouveau baromètre sur l'attractivité du continent africain. Il établit un bilan des investissements directs étrangers (IDE) pour 2015. Les IDE en Afrique ont augmenté de 7 % par rapport à 2014. L'Afrique de l'Ouest est première en ce qui concerne la valeur des IDE. La Côte d'Ivoire se hisse à la 9^{ème} place des destinations les plus attractives. La France devient 3^{ème} en termes de nombre de projets et de montant des investissements et 2^{ème} pour les créations d'emplois. Les industries extractives poursuivent leur déclin, au profit des télécoms/medias/technologie, produits de consommation et de distribution, et services financiers. De nouvelles opportunités se concrétisent dans l'immobilier, l'hôtellerie et les *cleantech*.

✉ christophe.hemery@fr.ey.com

▼ Perspectives économiques du continent : McKinsey y croit toujours

Six ans après avoir publié une étude sur les perspectives prometteuses du continent, le cabinet américain récidive. Malgré les chocs économiques qui se sont succédé, il n'a rien perdu de son optimisme. Le rapport réaffirme la foi du cabinet américain en l'avenir du continent, tout en faisant preuve d'un optimisme mesuré. Le contexte des six dernières années, rythmées par des chocs, a modifié la donne. Mais, grâce à des fondamentaux solides, l'Afrique a fait mieux que résister aux bourrasques, estime McKinsey. Sa croissance a légèrement fléchi par rapport aux 5,4 % de la décennie écoulée, se stabilisant à une moyenne de 3,3 % entre 2010 et 2015.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Comores : suppression de la commission nationale de prévention et de lutte contre la corruption

Le 8 septembre 2016, un décret signé par le président Azali est venu abroger les dispositions relatives à la commission nationale de prévention et de lutte contre la corruption contenues dans la loi du 25 juillet 2008 sur la transparence des activités politiques, économiques, financières et sociales de l'Union des Comores. Alors qu'aucune justification tangible n'a été donnée, cet acte soudain a suscité beaucoup de réactions au sein de l'opinion publique et des partenaires du développement.

✉ gaboritl@afd.fr

▼ Tanzanie : nouveau plan pour éliminer les travailleurs fantômes

Le gouvernement a annoncé le démarrage le 3 octobre de la deuxième phase de vérification des agents du secteur public en vue d'éliminer les emplois fictifs. 561 000 fonctionnaires seront concernés à travers le pays. Angellah Kairuki, ministre de la Bonne gouvernance, a annoncé que l'exercice sera intégré au processus d'enregistrement des Tanzaniens par l'autorité nationale d'identification (Nida) pour l'obtention d'une carte d'identité. La première phase de vérification avait permis d'identifier 16 137 travailleurs fantômes, représentant une masse salariale mensuelle d'environ Sh16, 1 Mds (environ 6,5 M EUR).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Sénégal : l'AFD finance l'enseignement professionnel à hauteur de 20 M EUR**

L'AFD va financer, à hauteur de 20 M EUR (18 M EUR de prêt et 2 M EUR de subvention), le projet de construction de deux instituts supérieurs d'enseignement professionnel dans le pays. Le premier, prévu à Richard-Toll dans la région de Saint-Louis, sera doté d'une capacité d'accueil de 5 000 stagiaires pour des formations dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture, l'agro-industrie, le tourisme et l'artisanat. Le second sera construit à Bignona (région de Ziguinchor), avec une capacité d'accueil de 3 000 stagiaires pour des formations dans les domaines précités. L'objectif est de rendre l'offre de formation des techniciens supérieurs plus adaptée aux exigences et besoins du marché du travail.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : l'AFD finance à hauteur de 93 M EUR le projet KMS3 de renforcement de l'approvisionnement en eau potable de Dakar**

L'AFD va contribuer à hauteur de 93 M EUR au financement du projet KMS3 de réalisation, à Keur Momar Sarr sur le Lac de Guiers, des lots comprenant une station de pompage de 100 000 m³/j, une usine de traitement d'eau potable et une partie des canalisations en aval, jusqu'à Dakar. Ce projet d'un montant global de 416 M EUR sera cofinancé par la Banque européenne d'investissement, la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : la BOAD accorde un financement de 9 M EUR pour un projet d'électrification rurale**

Le Conseil d'administration de la Banque ouest-africaine pour le développement (BOAD) a approuvé le financement, à hauteur de 9 M EUR, d'un projet d'électrification rurale décentralisé de 62 localités dans cinq régions du Togo. Ce financement permettra de réaliser la première phase du Programme de valorisation de l'énergie solaire (PROVES), d'un coût global de 122 M EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : la Banque mondiale et le gouvernement libérien signent un accord pour 15,8 M USD**

La Banque mondiale apporte un crédit de 10 M USD et USAID une subvention de 5,8 M USD pour un projet de couverture sociale, à destination des ménages extrêmement pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. Cette somme va permettre la mise en place d'un mécanisme de transfert en liquide et de formations destinées à améliorer la nutrition des ménages cibles. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), en 2015, l'insécurité alimentaire touchait 16 % de la population libérienne et 2 % des ménages étaient en situation d'insécurité alimentaire extrême.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : accord pour la construction d'une centrale solaire à Monrovia**

Le gouvernement libérien et Gigawatt Global, multinationale américaine, hollandaise et israélienne spécialisée dans l'énergie renouvelable, ont signé un mémorandum d'entente pour le financement et la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 10 mégawatts à Monrovia. A cette occasion, la ministre des Affaires étrangères a déclaré que l'accès à l'énergie est l'une des principales priorités du gouvernement libérien. Le mémorandum d'entente indique notamment que Gigawatt Global fournira au gouvernement la feuille de route résumant les principales actions et mesures nécessaires pour le développement et la construction de la nouvelle centrale.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : un projet minier chinois contesté à Soamahamanina**

Malgré l'obtention en novembre 2015 d'un permis d'exploitation sur 40 ans d'un gisement minier (or, argent, fer, plomb, zinc et béryllium), la société chinoise Jiuxing Mines se heurte à la résistance des habitants de cette commune située à 70 km de la capitale. Ceux-ci refusent les expropriations et craignent une pollution des terres agricoles. Suite à des heurts le 23 septembre, la société a suspendu ses activités. Un comité composé d'habitants et d'élus locaux hostiles au projet a été mis en place. Le Premier ministre estime que ce comité est instrumentalisé par l'opposition. Ces événements surviennent alors que le gouvernement entend améliorer l'environnement des affaires afin d'attirer de nouveaux investisseurs.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : la Banque Mondiale finance le projet de Développement Urbain et Résilience du Grand Antananarivo**

La Banque mondiale va financer un « Projet de Développement Urbain et Résilience du Grand Antananarivo » ou PRODUIR à hauteur de 60 M USD. La gestion du fonds sera confiée au ministère chargé des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement. Le projet visera à améliorer les conditions de vie de la population des 37 communes concernées, dont la capitale et les communes environnantes : réhabilitation des ruelles, mise en place d'espaces de loisirs et valorisation des activités agricoles. Un atelier de préparation pour la mise en place de ce projet s'est déroulé ce mois-ci.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : bilan de la coopération japonaise**

L'agence japonaise de coopération internationale (JICA) aurait depuis 2007 apporté 186 M USD de financements, envoyé 900 experts au Soudan et formé au Japon 3 000 Soudanais. Ses projets portent sur les secteurs de l'eau, la santé, l'agriculture, l'environnement, la formation, l'aide à la paix et la promotion du commerce.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 73 Mds FCFA de la Banque mondiale pour le projet de renforcement de la performance du système de santé (PRPSS)**

Un accord de prêt de 58 Mds FCFA et un autre pour un don de 15 Mds FCFA ont été signés entre le Cameroun et la Banque mondiale pour le PRPSS dont le but est d'accroître l'utilisation des services de santé et d'en améliorer la qualité, avec un accent particulier sur la santé de la mère et de l'enfant et les maladies contagieuses. Le PRPSS sera mis en place prioritairement dans les 3 régions du septentrion.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : annonce d'un financement de la BAD pour le projet « Dorsale à fibre optique de l'Afrique centrale »**

La ministre des Postes et Télécommunication Minette Libom Li Likeng a annoncé un financement de 30 Mds FCFA de la Banque Africaine de Développement, pour le projet « Dorsale à fibre optique de l'Afrique centrale ». Ce projet, qui s'étale sur 4 ans (2016-2019), vise la création d'un réseau de télécommunications haut débit permettant de réduire les coûts élevés d'accès au numérique, et facilitant la mise en place de la stratégie d'intégration régionale.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : deux accords de coopération signés avec le Portugal dans le domaine de la formation professionnelle**

Le ministre congolais de l'Enseignement technique et professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi vient de signer deux accords de coopération avec l'Institut polytechnique de Tomar, au Portugal : le premier concerne la formation des nouveaux bacheliers congolais de l'enseignement technique dès la rentrée académique 2016-2017, le second, le renforcement des compétences des formateurs de ce sous-secteur. Ces accords témoignent de la volonté de l'État congolais de diversifier ses partenariats, dans un secteur aussi stratégique que la formation professionnelle.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon: nouvelle émission de bons du Trésor**

L'Etat gabonais a levé 10 Mds FCFA le 14 septembre dernier sur le marché de la CEMAC, au-delà des 8 Mds attendus. Ces soumissions de bons du trésor assimilables à 26 semaines, avec une échéance fixée au 17 mars 2017, représentent un taux de couverture de 125 %, pour un taux d'intérêt minimum de 4,4 % (maximum à 5 %). Le niveau de souscription de cette émission (125 %) reste inférieur à celle du 24 août (146,875 %) à l'occasion de laquelle le Gabon avait levé 11,750 Mds FCFA, mais bien supérieure à celle du 7 septembre dernier dont le taux de couverture n'a pas dépassé 67 % pour 4 Mds FCFA levés. Sur l'année 2016, les prévisions d'émissions de titres publics s'élèvent à un total de 195,50 Mds FCFA.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sao Tome & Principe : prêt de la BAfD pour la plan national d'utilisation des terres**

La Banque Africaine de Développement, à travers le Fonds Africain de Développement (FAD), a décidé d'octroyer un prêt au gouvernement santoméen pour la définition d'un plan national pour l'utilisation des terres. Le remboursement de ce prêt de 3 M USD est prévu sur 20 ans avec une période de grâce accordée à l'archipel de 5 ans.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sao Tome & Principe : soutien de la Banque mondiale (BM) et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) dans le secteur de l'énergie**

La BM, via l'Association Internationale de Développement (IDA) et la BEI, vont soutenir le secteur de l'énergie à Sao Tomé et Principe grâce à un financement conjoint de 16 M USD. Le projet, intitulé « projet de relance du secteur de l'énergie », vise à réduire la consommation de combustibles fossiles importés pour lui préférer la production d'énergie hydroélectrique, en réhabilitant la centrale existante, en rénovant le réseau de distribution et en installant de nouveaux compteurs. Ce projet devrait bénéficier à 90 000 consommateurs d'énergie produite par l'entreprise publique d'électricité EMAE.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Coton : privatisation de la Compagnie ivoirienne pour le développement du textile (CIDT)

Le gouvernement ivoirien vient de lancer, via un appel d'offres international, le processus de privatisation de la CIDT, société détenue à 100 % par l'Etat. Selon le schéma arrêté, l'État cédera au total 80 % des parts à un investisseur privé. Cette cession se fera en deux opérations : 33,3 % (à environ 26 M EUR) dès cette année et 46,7 % à partir de 2020. L'objectif du gouvernement est d'assurer la survie et la pérennité de la CIDT qui peine à se développer. Elle commercialise entre 50 000 et 60 000 mille tonnes de coton par an, soit moins de 10 % de la production nationale. La filière est dominée par la Compagnie ivoirienne de coton et Ivoire Coton (groupe IPS Afrique de l'Ouest d'Aga Khan).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le cocktail gagnant du groupe Kirène

En quinze ans, la société sénégalaise a révolutionné le marché de l'eau minérale et pénétré celui des jus de fruits. Prix accessibles, marketing agressif et innovation continue composent sa recette du succès. Depuis 2001, la marque s'est démocratisée et a remis en question le monopole qu'exerçaient alors les multinationales étrangères sur la filière. L'entreprise produit annuellement 98 millions de litres d'eau. Solidement implantée dans l'agroalimentaire sénégalais, le groupe rêve désormais plus grand et plus loin. Après avoir noué un partenariat au Mali, elle investit dans le domaine des jus en Côte d'Ivoire, à Bonoua, près d'Abidjan. Développé pour un coût d'environ 23 millions d'euros avec l'appui de l'IFC, le site est en cours de développement.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Nigéria : l'activité de Presco Plc (huile de palme) progresse fortement

Basé à Benin City, la société Presco Plc, le plus grand producteur d'huile de palme du pays, a indiqué que son bénéfice a plus que doublé au cours du dernier semestre, tandis que ses ventes ont bondi de 60 %. La décision de la Banque centrale du Nigéria d'interdire la convertibilité du naira pour l'importation de 41 produits en juin 2015, comprenant l'huile de palme, a permis de réduire les achats à l'étranger, tandis que la dévaluation consécutive à la flexibilisation du régime de change en juin 2016 a rendu plus compétitives les exportations de Presco Plc, qui contribuent à 5 % du chiffre d'affaires de l'entreprise.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : redémarrage imminent des Moulins Sentenac

Rachetés en mai 2015 par le groupe agroalimentaire NMA-Sanders de l'homme d'affaires sénégalais Ameth Amar, les Moulins Sentenac, monument industriel au pays de la Teranga, vont bientôt redémarrer leurs activités de fabrication de farines de blé, de maïs et de mil, de pâtes alimentaires ainsi que de provendes (aliments destinés au bétail et à la volaille). Les travaux de modernisation de l'usine de Bel-Air, près du port de Dakar, seront finalisés dans un mois. Réalisés par le français ESI, chargé de l'unité de fabrication de provendes, et par le suisse Bühler, chargé de la minoterie, ils coûteront au total 2 milliards de F CFA (3 millions d'euros). Les nouvelles installations, entièrement automatisées, porteront la capacité journalière de production de la minoterie de 150 à 200 tonnes et celle de fabrication de provendes de 150 à 350 tonnes.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Kenya : des difficultés sur les marchés du maïs et du sucre

Les producteurs de maïs de la région du North Rift se plaignent de l'absence de débouchés pour leurs produits alors que les importations en provenance d'Ouganda et de Tanzanie augmentent. Pour le ministre de l'Agriculture, la limitation des importations n'est pas envisageable en raison de l'union douanière de l'EAC. Il invite les agriculteurs à renforcer leur compétitivité. En parallèle, le prix du sucre a tendance à augmenter du fait d'un déficit d'offre : des importations récentes, pourtant importantes, ne compenseraient pas la faiblesse de la production locale. De possibles manœuvres spéculatives ne sont toutefois pas exclues. Les autorités de régulation vont lancer une enquête sur une des principales chaînes de distribution.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : faiblesse des rendements de l'agriculture soudanaise

Le Soudan utilise en moyenne 7 kilos d'engrais par hectare, ce qui le place en 129^e place sur 155 pays, loin derrière l'Ethiopie par exemple. Ainsi les rendements des productions traditionnelles de sorgho et de millet sont faibles et, s'agissant du blé, culture relativement nouvelle dans le pays, les rendements sont d'une tonne par hectare, contre 2 tonnes au Tchad, 4 en Ethiopie et 14 en Egypte.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Le NEPAD préconise une « révolution verte » pour éradiquer la faim en Afrique

Le NEPAD vient de publier un rapport sur l'élimination de la faim en Afrique afin de répondre à l'engagement des chefs d'Etat lors de la déclaration de Malabo en 2014 d'éradiquer la faim chronique d'ici 2025 en passant de 19 % à 5 % de la population en situation d'insécurité alimentaire. Le NEPAD considère que la production agricole devra progresser de + 61 % par rapport à 2015. Cette hausse de la production nécessite une hausse de la superficie agricole de 39 M ha, une progression des rendements de + 3,2 % par an et une réduction de 9 % des pertes post-récolte. Le NEPAD recommande également une hausse des aides publiques à destination des ménages pour soutenir la consommation alimentaire.

✉ Guillaume.FURRI@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : les investisseurs sud-africains ont acquis 781 000 hectares de foncier agricole en Afrique en 10 ans**

Selon la Land Matrix, la superficie des acquisitions à grande échelle de terres agricoles effectuées par des investisseurs sud-africains au cours des 10 dernières années sur le reste du continent s'élève à 781 000 hectares. Les 3 principaux pays de destination des investissements sont le Mozambique, la Zambie et le Ghana et un tiers des superficies concernées par ces contrats est destiné à la production de biocarburants. L'Afrique du Sud est le 6^{ème} pays en termes d'investissements à grande échelle sur le continent (lien vers la fiche de synthèse Land Matrix).

✉ Guillaume.FURRI@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : L'entreprise française de négoce AdVini acquiert 2 nouvelles propriétés viticoles**

Le groupe français AdVini, spécialisé dans le négoce et la production de vin de terroir, vient d'acquérir 2 domaines haut de gamme dans la région viticole de Stellenbosch : Ken Forrester Vineyards (36 ha, 130 000 caisses commercialisées, 54 % à l'export) et Bonheur Wine Estate (72 ha, 25 000 caisses commercialisées, 80 % à l'export) anciennement détenu par le leader sud-africain Distell. AdVini accroît ainsi sa présence en Afrique du Sud où il avait pris le contrôle d'un premier domaine en 2010, l'Avenir Wine Estate (70 hectares). Le groupe souhaite ainsi créer un nouveau pôle de développement et dupliquer son modèle en Afrique du Sud.

✉ Guillaume.FURRI@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : Vers une double certification du bois et de ses dérivés**

Un contrat portant sur la création d'une cellule d'appui technique pour accompagner l'Etat dans la mise en place d'un système national de certification forestière, FAPC- Congo, a été signé le 21/09/2016 entre le ministre de l'Economie forestière et le bureau d'études français TEREA. S'inscrivant dans le cadre du projet APV-FLEGT de traçabilité du bois financé par l'UE, il devrait permettre aux 29 sociétés forestières congolaises (76 % des 10 millions d'ha exploités) engagées dans le processus vertueux des produits éco-certifiés, de commercialiser plus facilement sur le marché mondial leurs bois et produits dérivés issus d'une zone gérée durablement, crédibilité que ne leur confère pas aujourd'hui la certification internationale.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : vers une relance de la filière café-cacao ?**

Le Gabon souhaite relancer la filière café-cacao à travers un projet d'appui à la Caisse de stabilisation et de péréquation (CAISTAB) qui détient le monopole de la commercialisation du café et du cacao. L'Etat recherche donc un consultant pour établir un plan d'action sur les perspectives d'investissements de la filière et sa relance. Ce projet est financé par un don de la BAD, via le Fonds d'assistance technique en faveur des pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI). Les activités du secteur ont été moroses en 2015, en raison du désintérêt des populations pour ces cultures et de la réduction de la subvention de l'Etat au secteur. Les achats de cacao par la CAISTAB ont ainsi chuté de 23,9 % à 52,8 tonnes en 2015.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : le gouvernement envisage de privatiser l'entreprise en charge de la transmission électrique

Selon le quotidien nigérian The Guardian, le ministère de l'Electricité, du Logement et des Travaux Publics, le Bureau des entreprises publiques et les autres instances concernées sont en train de préparer la mise en concession de l'entreprise publique Transmission Company of Nigeria (TCN). La gestion de TCN avait été confiée en 2012 à la firme canadienne Manitoba, dont le contrat s'est achevé fin juillet. La mise en concession de TCN pourrait prendre un ou deux ans, selon les informations de The Guardian, le gouvernement étudiant plusieurs options destinées à rendre l'entreprise publique attractive pour les investisseurs.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : reprise des exportations de pétrole Forcados

A noter que les exportations de pétrole Forcados ont repris depuis le 28 septembre, pour la première fois depuis février et le sabotage de ce terminal géré par Shell. En octobre, les exportations au départ de ce terminal devraient atteindre 230 000 barils par jour, selon la liste préliminaire de chargement. Ce terminal est d'importance pour le Nigéria, permettant l'exportation non seulement de ce qui reste de la production onshore de Shell, mais surtout du produit des compagnies indépendantes nigérianes, qui ont racheté les actifs du géant anglo-néerlandais au cours de la période 2010-2014, soutenues par les banques nigérianes.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : des solutions évoquées pour contribuer à résoudre le problème de l'alimentation électrique

L'exécutif indique avoir trouvé une solution pour résoudre les problèmes de délestages et autres coupures d'électricité dans l'archipel. Un contrat de 10 M EUR a récemment été signé avec la société indienne Salamax Export International pour la fourniture de trois groupes électrogènes (25 MW). Lorsque des parlementaires ont critiqué un acte particulièrement opaque, le Président Azali leur a rétorqué que l'heure n'était pas « à la perte de temps dans des procédures d'appel d'offres ». Pourtant, aucune marge de manœuvre budgétaire ne permet un tel investissement de la part de l'Etat, alors que la fourniture des groupes est prévue pour fin 2016 / début 2017.

✉ gaboritl@afd.fr

▼ Zimbabwe : la Zimbabwe Electricity Supply Authority (ZESA) lève 81 M USD auprès d'investisseurs locaux

Une grande partie de ce financement (50 M USD) dédié à l'achat d'équipements de rechange pour les centrales électriques et la stabilisation du réseau national a été réalisée grâce à une émission de titres de la Zimbabwe Power Company (ZPC). De cet apport, 38,8 M USD serviront à la réparation de la centrale hydroélectrique de Kariba et 11,2 M USD à la réhabilitation de la centrale thermique d'Harare. Les fonds restants permettront l'amélioration du réseau national de transmission électrique.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Lesotho : Highlands Water Project - la construction du barrage de Polihali débutera en 2019

Le barrage de Polihali devrait effectuer de la rétention d'eau dès le second semestre 2023. Une poignée d'entreprises se disputent l'appel d'offres concernant le barrage et le tunnel le reliant à un barrage déjà existant (Kaste). La construction du barrage sera accompagnée d'autres travaux couvrant l'aspect social et environnemental. L'entreprise choisie pour les réaliser va être dévoilée sous peu. Cinq contrats ont été attribués à des entreprises concernant d'autres travaux périphériques à ce barrage (route d'accès, aspects géotechniques...). Il est aussi prévu qu'une centrale hydroélectrique soit implantée entre deux des réservoirs d'eau du projet.

✉ camille.laporal@businessfrance.fr

▼ Industries

▼ Burkina : vers une production record de 36,5 tonnes d'or en 2016

Lors de la semaine nationale des activités minières d'Afrique de l'Ouest, qui s'est tenue à Ouagadougou du 22 au 24 septembre dernier, le ministre burkinabé des Mines, des Carrières et de l'Energie, a annoncé que le pays devrait connaître en 2016 une production record de 39,6 tonnes d'or pour 2016 contre 5,6 tonnes d'or en 2008. Le Burkina Faso a exporté 36,5 tonnes en 2015 et prévoit l'ouverture de cinq nouvelles mines. L'or est devenu la première source de devise pour le pays depuis 2009. Il a généré 168,41 Mds FCFA (environ 256 M EUR) en 2015. Pour mémoire, le pays compte actuellement 9 mines d'or, 1 mine de manganèse et 1 mine de zinc et 800 autorisations et titres miniers ont été accordés à des investisseurs.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : reprise des activités de l'usine rachetée par le groupe IBL à Cherbourg

L'usine de production d'aliments *food* et *feed* (pulpes, poudres et huiles de poissons) – Nutrifish SA, localisée à Cherbourg - rachetée par le groupe IBL, a repris ses activités courant septembre et devrait être totalement opérationnelle d'ici la fin de l'année avec une capacité de production de 15 000 tonnes de matières premières. Principal groupe d'affaires mauricien, IBL réalise un CA proche de 1 Md EUR et emploie plus de 7 000 salariés. Fin 2015, le brasseur Phoenix Beverages Ltd (contrôlé par le groupe IBL) avait fait l'acquisition de l'embouteilleur réunionnais EDENA (eau de source, boissons gazeuses) pour un montant de 21 M EUR.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : l'administration du commerce souhaite mettre de l'ordre dans le secteur du ciment

Pour pallier les difficultés rencontrées par les usines locales de cimenterie du fait de la concurrence déloyale que causent les importations illégales de plusieurs tonnes de ciment au Congo, la direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales souhaite une réglementation plus rigoureuse du secteur : l'objectif est de faire en sorte que les importations de ciment ne soient réalisées que pour combler les pénuries de la production locale, afin d'empêcher les importateurs indécents de mettre à mal cette industrie. La consommation du ciment au Congo serait actuellement de l'ordre de 2 000 000 T/an et la capacité de production locale d'à peine 1 080 000 T/an.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : priorité à l'Europe pour les exportations de GNL

Lors de la conférence de l'industrie gazière à Singapour, le ministre des Mines et des Hydrocarbures équato-guinéen, Gabriel OBIANG LIMA, a annoncé que l'Europe est devenue un marché gazier extrêmement attractif. La Guinée équatoriale souhaite prioriser ses exportations sur le vieux continent et notamment sa production de 2,2 M de tonnes/an sur le projet FLNG (Fortuna Floating Liquefied). Bien que l'Asie reste un des principaux clients du pays, celui-ci est sujet à une forte concurrence du fait de la panoplie d'offres qu'il attire. Le projet FLNG, qui devrait entrer en production mi-2019 au rythme d'environ 67 000 barils équivalent pétrole par jour, devrait voir sa décision finale d'investissement prise en fin d'année.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ Services

▼ Côte d'Ivoire : ouverture prochaine de la ligne aérienne Kigali-Abidjan

L'ouverture de cette nouvelle ligne est le fruit du partenariat conclu en novembre 2015 entre Air Côte d'Ivoire et Rwandair. Le vol inaugural est prévu pour le 8 octobre 2016. Dans un premier temps, quatre vols directs par semaine seront assurés par Rwandair. Pour mémoire, Rwandair dessert Cotonou depuis le 2 septembre dernier. Après Abidjan, elle devrait ouvrir la ligne Kigali-Conakry en 2017. La compagnie a transporté en 2015 environ 600 000 passagers, soit 100 000 passagers de plus qu'en 2014. Elle dispose de huit appareils, dont quatre Boeing. L'ouverture des nouvelles lignes régionales devrait s'accompagner de l'arrivée de quatre nouveaux appareils, dont deux Boeing.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : la Banque of Africa (BOA) affiche un résultat net semestriel en hausse de 23 %

BOA Mali (filiale de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur) a affiché un total de bilan de 765 M EUR à fin juin 2016, soit une progression de 15 % par rapport à juin 2015. Les dépôts et les crédits ont respectivement crû de 11,5 % et 17 %. Le PNB (produit net bancaire) a enregistré une hausse de 7 % pour se situer à 25 M EUR. Quant au résultat net, il a atteint 6 M EUR, soit une hausse de 23 %.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : MTN menacé par une enquête du Sénat

Le Sénat a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la société MTN, accusée d'avoir transféré illégalement 13,9 Mds USD en dehors du Nigéria. 3 mois après avoir réglé une amende record de 1,05 Md USD pour des cartes SIM non-enregistrées, l'entreprise est également accusée d'avoir versé des pots de vin pour réduire cette pénalité, ce que le groupe a démenti dans un communiqué. Avec 62 M d'abonnés, le Nigéria est le marché le plus important de l'opérateur mobile sud-africain.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : discussions de Kenya Airways (KQ) avec plusieurs partenaires stratégiques potentiels**

La compagnie aérienne nationale KQ, détenue à 29,8 % par le gouvernement kényan et à 26,7 % par Air France – KLM, a annoncé que des discussions étaient en cours avec plusieurs compagnies aériennes et investisseurs institutionnels en vue d'une restructuration de son capital. La recherche d'un investisseur fait partie du plan de restructuration de 690 M USD approuvé en février 2016, impliquant la diminution du nombre de ses lignes, de ses effectifs, de sa flotte ainsi que la restructuration de la dette et l'amélioration de la gestion de sa trésorerie. KQ a enregistré la plus grande perte dans l'histoire des entreprises du Kenya, soit 294 M USD pour l'exercice fiscal clos en mars 2015.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le groupe marocain Saham s'implante à Maurice dans le secteur de l'assurance**

Saham Finances, un des pôles du groupe d'affaires marocain Saham, vient de faire l'acquisition de 100 % du capital de la compagnie mauricienne Sun Insurance Co. Ltd qui opère sur le segment non-vie depuis 1981. Avec plus de 9 500 employés et un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 Md EUR, le groupe Saham est présent dans 27 pays de l'Afrique et du Moyen-Orient. Le marché mauricien de l'assurance compte 25 compagnies (14 en non-vie, 7 en vie et 4 sur les deux segments) et représente un montant total annuel de primes de l'ordre de 700 MUSD.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Rwandair réceptionne son premier Airbus A330-200**

Le premier Airbus A330-200 de la compagnie d'aviation nationale rwandaise, Rwandair, doit atterrir le mercredi 28 septembre à l'aéroport de Kigali, en attendant qu'un second appareil, un A330-300, soit livré au mois de novembre. L'achat de ces appareils s'inscrit dans le cadre d'un accroissement exponentiel du trafic aérien dans le pays, et répond au souhait du pays de devenir un hub régional aérien, ce qui serait propice au tourisme d'affaires. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'a été construit le nouveau Kigali Convention Center, terminé en juillet 2017, et que le gouvernement a signé un accord avec la compagnie portugaise Mota-Engil, afin de construire un nouvel aéroport international à 40 minutes de la capitale.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Vodacom annonce un partenariat d'un milliard de Rand avec PRASA**

L'opérateur téléphonique Vodacom a annoncé la mise en place d'un partenariat avec la Passenger Rail Agency of South Africa (PRASA) pour une durée de 15 ans. Ce nouveau contrat va permettre à PRASA de développer et commercialiser ses actifs télécoms mais aussi d'améliorer la qualité du service proposé à ses clients. Vodacom gèrera désormais le réseau de fibre optique de PRASA avec l'objectif, pour l'agence ferroviaire, de fournir une meilleure expérience à ses passagers. Ce partenariat est le second appel d'offre public remporté par Vodacom en l'espace d'un mois. En effet, un accord de 5 milliards de Rands avait déjà été conclu avec le Trésor national sud-africain pour la fourniture de services télécoms à l'administration publique.

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : la franchise, un système d'affaire attractif en Afrique du sud**

Une étude réalisée sur 30 000 franchisés par la FASA (The Franchise Association of South Africa) a montré que la franchise reste l'un des systèmes d'affaires les plus attractifs d'Afrique du Sud. En effet, le rapport a révélé une augmentation de 21 % du nombre de réseaux de franchise par rapport à 2015, passant de 625 à 757. Une croissance de +6 % du chiffre d'affaires du secteur a aussi été observée (de 30,6 Mds EUR en 2015 à 32,4 Mds EUR en 2016) malgré un ralentissement de la croissance économique. Les secteurs les plus représentés sont la restauration (27 % des franchisés), et le retail (15 %). L'étude a de plus confirmé la pérennité du secteur puisque 4 franchisés sondés sur 5 exercent leur activité depuis plus de 6 ans. 92 % des interrogés prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires en 2017.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : South African Airways (SAA) présente, avec deux ans de retard, ses états financiers audités**

La compagnie aérienne affiche une perte record de -5,6 Mds ZAR en 2014/15 et de -1,5 Md ZAR en 2015/16. Le chiffre d'affaires annuel consolidé a stagné à 30 Mds ZAR sur les 3 dernières années (principalement en raison de la concurrence des transporteurs à bas prix). Si la perte d'exploitation est passée de 5 Mds ZAR en 2014/15 à 538 M ZAR en 2015/16, les charges financières ont presque doublé au cours de l'année écoulée (du fait de la dépréciation du rand notamment), tandis que les prêts à long terme ont atteint 6,5 Mds ZAR en 2015/16 (contre 3,7 Mds ZAR en 2014/15).

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du sud : Vodacom signe un contrat de 5 Mds ZAR avec le gouvernement sud-africain**

D'une durée de 4 ans, ce partenariat vise à fournir des services télécoms aux 1,3 millions d'agents de la fonction publique et entend réduire l'enveloppe gouvernementale allouée aux télécommunications qui s'élevait à 3,2 Mds ZAR par an. La filiale de la Passenger Rail Agency of SA (PRASA), Intersite Asset Investment, a également annoncé la signature d'un accord de partenariat de 1 Md ZAR avec Vodacom pour une durée de 15 ans. Cet accord confie à Vodacom la commercialisation du réseau de 900 km de fibre optique de la société ferroviaire. De cette collaboration, PRASA fournira un accès Wi-Fi gratuit dans ses gares et voitures à ses 2,5 millions de passagers.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Avec « Africa 54 », le groupe Mobilitas devient la première entreprise française implantée dans chacun des 54 pays africains

Le groupe français Mobilitas a officialisé le mardi 27 septembre son implantation dans les 54 pays africains. La présence des différentes sociétés du groupe sur l'ensemble du continent constitue la réalisation de la première étape du projet AFRICA 54, mis en œuvre depuis 1993. Mobilitas est la première entreprise française dont les activités couvrent toute l'Afrique. Actif dans les métiers du déménagement, de la mobilité des cadres et de l'archivage documentaire, Mobilitas est aussi présent dans 38 autres pays à travers le monde et emploie 4 325 personnes, dont 2 807 en Afrique. Chaque année, 170 000 foyers bénéficient des services de Mobilitas.

✉ ma@35nord.com

▼ Cameroun : augmentation du trafic au port autonome de Douala en 2015

Selon l'Autorité portuaire nationale (APN), les volumes de marchandises entrant et sortant du Cameroun via le port Douala s'établiraient à 11,3 millions de tonnes, en hausse de 4,1 % par rapport à 2014. Une performance non négligeable dans un contexte de baisse de la demande asiatique et principalement de la Chine, qui est l'un des principaux partenaires à l'échange du Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : forte augmentation de la production et des ventes de Victoria Oil and Gas au premier semestre 2016

A fin juin 2016, la société britannique Victoria Oil and Gas (VOG) annonce une hausse de 93 % de sa production quotidienne de gaz et une augmentation de 50 % de ses ventes par rapport à la même période en 2015. Entre janvier et juin 2016, elle a déclaré des revenus de 23,6 M USD avec un excédent brut d'exploitation de 14,2 M USD. Elle doit ces résultats au début de la commercialisation du gaz du projet onshore de Logbaba (Douala) et à l'obtention en avril dernier d'un crédit de 26 M USD pour soutenir le développement du champ sur la période 2016-2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : bientôt l'inauguration officielle du premier hypermarché du pays

Ouvert au public "de fait" depuis avril 2016, le Géant Casino de Brazzaville, filiale congolaise de Mercure International of Monaco, est le premier hypermarché du pays. Avec une superficie de 10.000 m², un parking ouvert de 60 places ainsi qu'un deuxième parking souterrain de 100 places, cet hypermarché importe 85% de ses produits alimentaires de France. Il est doté d'un centre commercial baptisé Grand fleuve où sont déjà installées des enseignes de prêt-à-porter ainsi qu'un magasin Fnac. Le coût global de cet investissement est estimé à plus de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) et la fin des travaux attendue pour fin 2016.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Burkina : le nouvel ambassadeur de France, Xavier Lapeyre de Cabanes, remet ses lettres de créance au Chef de l'Etat burkinabé**

Le nouvel ambassadeur de France au Burkina Faso, Xavier Lapeyre de Cabanes, a remis ses lettres de créance au Président de la République le 27 septembre 2016 à Ouagadougou. Diplômé de l'Institut d'Etudes politiques et Conseiller des Affaires étrangères hors classe, Xavier Lapeyre de Cabanes, âgé de 53 ans, était précédemment Ambassadeur de France en Bulgarie. Il succède à Gilles Thibault au Burkina Faso.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : deuxième édition du forum africain sur la finance islamique**

Ce Forum se tiendra les 17 et 18 octobre prochain à Abidjan. C'est un rendez-vous annuel initié par la Société islamique pour le développement du secteur privé. Il se tient dans un contexte où les Etats de la région se tournent de plus en plus vers les instruments de la finance islamique, notamment les obligations *sukuk*, pour mobiliser des ressources. Le Chef de l'Etat ivoirien devrait présider la cérémonie d'ouverture.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : visite du président Mahama à Paris le 27 septembre**

Le président Mahama a rencontré François Hollande, l'occasion d'aborder le sujet des relations commerciales bilatérales et de souligner leur dynamisme, notamment dans le secteur énergétique. La ratification récente de l'accord de Paris sur le climat par le Ghana a également été rappelée, démontrant l'engagement du pays dans ce domaine. Le Ghana souhaite ainsi développer la production d'énergies renouvelables (objectif de 10 % de la production énergétique du pays), tandis que la France s'est engagée à investir davantage dans ce secteur en Afrique.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : organisation d'un séminaire sur les partenariats public-privé**

En partenariat avec la Chambre de Commerce France-Ghana et l'Ambassade de France au Ghana, Business France a organisé un séminaire sur les partenariats public-privé (PPP), à Accra, le 29 septembre. Bien qu'étant la 2^{ème} économie de la CEDEAO après le Nigéria et affichant un IDH supérieur à celui de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, le Ghana a des besoins en infrastructures qui restent très importants. Ainsi, le séminaire a abordé 4 thématiques, présentant à chaque fois un exemple de PPP réalisé par une entreprise française dans le monde : l'eau et l'assainissement avec Veolia, l'énergie avec Engie et Schneider Electric, la gestion hospitalière avec Bouygues et l'APHP, ainsi que les transports avec Bolloré et sa joint-venture Meridian Port Services.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Un entrepreneur récompensé à Sciences Po Paris

Le 10 septembre dernier à Paris, Hagasata Rakotoson, directeur général de Solidis, a obtenu le prix Proparco du meilleur entrepreneur dans le cadre du programme *Lead Campus* initié par la fondation AfricaFrance avec le soutien de l'AFD. Ce programme a été conçu pour identifier, développer les compétences et faire se rencontrer l'élite économique de l'Afrique. Le contenu de la formation a été mis en place par Sciences Po (France), l'Institut supérieur de Management (Sénégal) et l'Université du Cap (Afrique du Sud). Solidis est un fonds mutuel de garantie qui contribue au développement des micros, petites et moyennes entreprises.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Annonce de la première évaluation du processus de certification des diamants camerounais

Le secrétariat permanent du comité local de suivi du processus de Kimberly annonce la première évaluation du processus de certification des diamants camerounais en décembre 2016. Le Cameroun a intégré le processus en 2012 et sa production de diamants est estimée à 3000 carats en 2014.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Sao Tome et Principe : élection du nouveau président Evaristo Carvalho

Unique candidat au second tour de la présidentielle après l'abandon de son rival Manuel Pinto Da Costa, le nouveau président santoméen, Evaristo Carvalho, a été élu le 7 août dernier pour un mandat de 5 ans. Âgé de 75 ans et issu du parti au pouvoir « Action Démocratique Indépendante » Evaristo Carvalho est un poids lourd de la politique santoméenne et son élection marque la fin de 25 années de cohabitation entre le chef de l'État et le chef du gouvernement. Patrice Trovoada, l'ancien Premier ministre, a toutefois été reconduit dans ses fonctions et a formé un nouveau gouvernement.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ « Entreprenante Afrique », sortie en librairie du dernier livre de Jean-Michel Severino et Jérémy Hajdenberg

Dans cet ouvrage, les deux auteurs apportent la démonstration que l'essor économique du continent africain se construit pour une large part sur les entreprises, les PME et start-up : « Ces entrepreneurs sont créatifs et inventifs, proposent des biens et des services adaptés à la demande intérieure et se positionnent sur des parts de marchés à fort potentiel laissées par les groupes internationaux », résume Severino. « L'aventure entrepreneuriale que connaît l'Afrique ne parle pas qu'à elle-même. Elle parle au monde, à l'Europe et à la France », concluent-ils. « Entreprenante Afrique » est disponible depuis le 28 septembre aux Éditions Odile Jacob.

✉ ma@35nord.com

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
 La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
 anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
 tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

